Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 33 (1996)
Heft: 1262

Artikel: Réplique : l'indispensable dimension sociale de la modernisation
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1025461

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

RÉPLIQUE

L'indispensable dimension sociale de la modernisation

RÉFÉRENCE

Chantal Balet Emery, «Suisse: innover ou passer la main», *Journal de Genève*, 20 juin 1996

(*jd*) Chantal Balet Emery est secrétaire romande de la Société pour le développement de l'économie suisse. Elle défend donc le point de vue des milieux patronaux. L'avenir économique de la Suisse dépendra de l'audace, de la souplesse et de la capacité d'innovation dont nous saurons faire preuve, affirme-t-elle (voir marge). Malheureusement l'antienne patronale qu'elle entonne, même rejouée à l'envi, se révèle bien pauvre dès lors qu'il s'agit d'affronter les problèmes de la société helvétique.

Mme Balet Emery dénonce l'attitude de repli, le passéisme et le perfectionnisme étouffant qui entravent les adaptations nécessaires. Voyez, dit-elle, la nouvelle loi sur le travail attaquée en référendum, alors même qu'elle introduit plus de souplesse dans l'organisation du travail, condition nécessaire au maintien et à la création d'emplois. Voyez l'initiative populaire visant à interdire l'exportation de matériel militaire et d'équipements à double usage qui va pénaliser sévèrement nos entreprises par des contrôles administratifs et des contraintes. Voyez encore l'initiative qui veut bannir le génie génétique alors que la recherche suisse excelle dans ce domaine. Le goût de l'innovation, l'audace, la souplesse, l'ouverture ont construit notre prospérité, conclut-elle, nous devons continuer dans cette voie.

Le refus du compromis

Nous ne pouvons que partager une telle conclusion. Mais les exemples cités confirment hélas l'étroitesse de la perspective patronale, une perspective dont on voit mal en quoi elle est porteuse d'avenir.

Chacun de ces exemples illustre la volonté du patronat et de ses relais politiques d'imposer leur point de vue et de n'accepter aucun compromis: pas d'obligation de compenser en temps le travail de nuit et du dimanche dont on sait pourtant qu'il porte atteinte à la santé et à la vie sociale; refus de la solution médiane proposée par le Conseil fédéral qui, en matière d'exportation d'armes, donne la priorité à l'intérêt du pays; pas de prise en considération des craintes qu'exprime une partie de la population à l'égard du génie génétique.

Comment imaginer qu'on puisse ainsi dynamiser l'économie par des coups de force, en ignorant délibérément les exigences élémentaires de dignité, d'éthique et de sécurité, alors que l'effort de modernisation du pays implique la participation et le soutien de tous? Quel écho peut espérer rencontrer cet appel à la souplesse, à l'audace et à l'innovation quand les destinataires n'y perçoivent qu'insécurité croissante, péjoration des conditions de vie, chômage? Quand les auteurs de cet appel n'hésitent pas à prôner l'allégement de l'imposition des hauts revenus au détriment des moins bien lotis?

La modernisation du pays, l'adaptation de ses structures économiques sont une tâche indispensable mais douloureuse. Les sacrifices exigés, plus de souplesse, plus de mobilité notamment, doivent être équitablement répartis. Sans cette conviction de l'équité respectée, sans reconnaissance des partenaires et des adversaires, sans dialogue débouchant sur des solutions équilibrées, la Suisse restera une société bloquée. A voir l'intransigeance croissante du patronat, son manque d'une souplesse que par ailleurs il prêche, il y a de quoi se faire du souci pour l'avenir du pays. ■

En coulisses

Après le lamento romand et l'écho venu d'une Suisse orientale qui se sent délaissée par sa puissante et distante voisine des bords de la Limmat, voilà que la métropole zurichoise elle-même commence à se plaindre: pauvreté massive, locaux administratifs et commerciaux de plus en plus vides, etc. Pensez donc, les prix des immeubles et des mètres carrés sur la Bahnhofstrasse ont déjà chuté de moitié. Res Strehle, ancien meneur du Mouvement des jeunes reconverti dans le journalisme économique, a raison de s'interroger: faudra-t-il refaire le parcours du Monopoly, qui culmine traditionnellement à la Paradeplatz?

Parlant d'encouragement à l'innovation, Rudolf Walser, membre de la direction du Vorort, assure "que les entreprises suisses ont toujours le courage d'entreprendre et d'innover". Et d'ajouter, vaguement menaçant et quelque peu cynique: "leurs nouveautés ne verront toutefois pas nécessairement le jour en Suisse". Autre illustration du partage international du travail: Edwin Somm, patron pur et dur et bientôt retraité de chez ABB, hausse les épaules quand on lui fait remarquer que désormais la grande maison de Baden occupe à peine plus de personnes (13 000) que sa jeune filiale polonaise (10 000). Il ne serait pas surpris qu'ABB occupe un jour 50 000 personnes en Chine. C'est beau, l'intelligence non émotive primaire.